



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de
l'environnement, de
l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 30 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX

Lieu dit Le Rabion - BP 43
Noyant
49490 Noyant-Villages

Références : 2025-276_BIOPROX_INSP_RAP
Code AIOT : 0006302323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX implanté Lieu dit Le Rabion - BP 43 Noyant 49490 Noyant-Villages. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société BIOPROX a fait l'objet de deux visites en 2024. La première a eu lieu le 24/07/2024 dans le but de suivre les actions entreprises par l'exploitant relatives aux plaintes d'un riverain pour des nuisances sonores et olfactives (saisies courant 2022 et 2023), mais aussi relatives à la mise en demeure de l'exploitant de régulariser sa situation administrative. La deuxième a eu lieu le 09/09/2024 suite au signalement d'une pollution du Lathan. Une mortalité piscicole et une forte odeur de parfum sur le cours d'eau jusqu'au lieu-dit Chanteloup, situé 6 km à l'aval du site avaient alors été constatées par l'OFB.

La visite en objet de ce présent rapport reprend des éléments des deux dernières visites de 2024.

À noter qu'un dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé en début d'année 2025,

notamment en regard de la régularisation de la situation administrative (avec le classement d'une installation au titre de la rubrique 4510 sous le régime de l'autorisation).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX
- Lieu dit Le Rabion - BP 43 Noyant 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006302323
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BIOPROX développe sur le site de Noyant-Villages deux activités principales :

- la fabrication de ferments lactiques et produits de biotechnologies (probiotiques, ...),
- la production de concentrés de parfums (activité Sozio).

Les installations sont connues comme relevant du régime de la déclaration. Elles sont exploitées sous couvert des récépissés de déclaration :

- du 25/09/2013 visant les rubriques 2910, 1433, 1432, 1450 et 2230,
- du 16/02/2015 visant la rubrique 2680 (OGM).

L'exploitant a par ailleurs transmis le 31/05/2016 une demande d'antériorité pour les rubriques 4130 et 4510. Une déclaration de modifications avec mise à jour du classement a été transmise en juillet 2022.

Contexte de l'inspection :

- Plaintes pour nuisances olfactives
- Suites des précédentes visites de 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Vérification des installations électriques - Etat de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1 - point 2.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Vérification des installations électriques – Limites d'intervention	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1 - point 2.7	/	Demande d'action corrective	30 jours
6	Aire de stockage déchets et produits de l'activité parfums	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-point 2.9 et point 5.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Art. 2	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1 - point 2.7	/	Sans objet
4	Odeurs	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I-point 6.2.c)	/	Sans objet
5	Rejets aqueux activité parfums	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-point 5.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Cuvettes de rétention, Stockage de déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-points 2.10 + 7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit traiter dans un délai de 3 mois les non-conformités relatives à ses installations électriques pouvant entraîner un risque d'explosion ou/et d'incendie. Une mise en demeure est proposée sur ce point.

Par ailleurs, l'exploitant doit :

- traiter les autres non-conformités relatives à ses installations électriques dans les meilleurs délais, et justifier de la levée des non-conformités constatées ;
- s'assurer qu'une vérification complète des installations électriques soit effectuée ;
- s'assurer du bon fonctionnement pérenne de l'installation de traitement des odeurs au niveau des événements des bâches de jus lactiques ;
- veiller à ce qu'aucune égoutture ou déversement de substances dangereuses pour l'environnement n'ait lieu sur l'aire de stockage de déchet et de compactage des fûts métalliques ;
- veiller à être particulièrement vigilant lors du transfert des substances dangereuses contenues dans le bac de rétention de la presse à fûts vers les fosses de l'atelier parfums, notamment vis-à-vis du risque de déversement accidentel ;
- justifier de la nature du déchet des fûts métalliques compactés ;
- procéder à la mise en place d'un registre de suivi des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1 - point 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Les installations électriques [...] sont contrôlées périodiquement. [...]
Constats :

L'exploitant a transmis préalablement à la visite de 2025 les rapports de vérifications des installations électriques réalisées en 2023 et 2024, ainsi que les attestations Q18 associées.

L'inspection a ainsi pu constater que les installations électriques du site sont contrôlées périodiquement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vérification des installations électriques - Etat de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1 - point 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis, préalablement à la visite de 2025, les rapports de vérifications des installations électriques réalisées en 2023 et 2024 et les attestations Q18 associées

L'étude des rapports fait apparaître :

- Partie Biotechnologie BIOPROX : 18 non-conformités (N-C) en 2023 dont 10 N-C déjà constatées en 2022. 35 N-C en 2024 dont 16 N-C déjà constatées en 2023. Les attestations Q18 de 2023 et 2024 concluent à un risque d'incendie et d'explosion.
- Partie SOZIO : 4 N-C en 2023 toutes déjà constatées en 2022. 6 N-C dont 1 N-C déjà constatée en 2023. Le Q18 de 2024 conclut à une absence de risque d'incendie et d'explosion.

L'exploitant a également transmis un document de suivi des travaux pour la partie Biotechnologie BIOPROX. Ce document fait état du traitement de 18 non-conformités sur les 35 constatées en octobre 2024. L'exploitant a précisé que les actions prévues sont priorisées en fonction des niveaux de danger engendrés par les N-C. Toutefois, l'inspection a constaté que parmi les 6 N-C pouvant entraîner un risque d'incendie ou/et d'explosion d'après l'attestation Q18 de 2024, 5 n'ont pas été traitées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **Compte-tenu des non-conformités des installations électriques pouvant entraîner un risque d'incendie et d'explosion constatées, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les actions nécessaires pour traiter ces non-conformités, et d'en justifier.**

→ **L'exploitant doit traiter les autres non-conformités des installations électriques constatées dans les meilleurs délais, et en justifier.**

→ **L'exploitant procédera à la consolidation de son plan d'actions pour la levée des non-conformités des installations électriques.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Vérification des installations électriques – Limites d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1 - point 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. [...]
Constats : Il est indiqué dans les rapports de vérifications des installations électriques réalisées en 2023 et 2024 (cf. constat précédent) que des parties d'installations n'ont pas été vérifiées (adéquation matériel zone ATEX, absence de moyens d'accès en hauteur sécurisé, ...) et que la vérification réglementaire est incomplète en raison du refus de l'exploitant de réaliser l'ensemble des mises hors tension et essais requis (cf. observation n°1 du rapport Biotechnologie BIOPROX de 2024).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → Une vérification <u>complète</u> des installations électriques doit être effectuée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I-point 6.2.c)
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des fumées. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.
Constats : <u>Rappel des constats des visites précédentes du 22/12/2022, 19/12/2023 et 24/07/2024 :</u> l'inspection avait été saisie courant 2022 de plusieurs plaintes pour nuisances olfactives. Ces plaintes se sont renouvelées jusqu'en 2024. Suite à un diagnostic odeurs réalisé le 03/07/2023, l'exploitant a fait installer des dispositifs de traitement au niveau des trois sources significatives d'odeurs identifiées. Bâches de stockages des jus lactiques (événements) : Le système consiste à capter l'air vicié des deux bâches via des événements (6 événements par bâche),

<p>raccordés à des gaines d'extraction puis à faire circuler l'air dans une tour de traitement sur charbon actif (adaptée au débit d'air à traiter et à la nature et concentration des polluants) avant rejet. L'inspection a constaté que ce dispositif était en place en juillet 2024. L'exploitant avait indiqué en 2024 qu'un remplacement du charbon actif était prévu préventivement chaque année, pour maintenir les performances du traitement.</p> <p>Point d'extraction du jus de fermentation :</p> <p>Les bouches de soutirage ont été équipées de bouchons d'obturation afin de fermer le dispositif à la fin des opérations de pompage. L'inspection a constaté que ce dispositif était en place en juillet 2024. Une procédure relative à la réalisation de l'extraction des jus lactiques a été établie et transmise à l'inspection en février 2024.</p> <p>Station de relevage du jus de fermentation :</p> <p>La fosse extérieure avait été couverte afin de limiter les émanations d'odeur. L'inspection a constaté que ce dispositif était en place en juillet 2024.</p> <p>Plusieurs plaintes de riverain portant sur des nuisances olfactives persistantes ont été reçues par l'inspection en fin d'année 2024 et début d'année 2025. L'exploitant a expliqué dans son courriel du 10/03/2025 que l'odeur provenait du dispositif de traitement installé au niveau des bâches de stockages de jus lactiques et a confirmé que celui-ci n'était plus efficace. Il précisait alors que des travaux de remplacement de la charge de charbon actif étaient programmés le 26/03/2025. Le bon de commande des travaux a été fourni à l'inspection. Une confirmation de la fin des travaux et du retour à la normale a été reçue à cette même date.</p> <p>Lors de la visite de 2025, le bon fonctionnement du dispositif en question a été constaté.</p> <p>L'exploitant a expliqué que la fréquence annoncée de changement du charbon actif (tous les ans) serait à priori trop longue mais qu'une fréquence de remplacement tous les 6 à 7 mois serait plus raisonnable pour satisfaire à un traitement efficace des odeurs. Il a précisé aussi que le dispositif était suivi quotidiennement par un opérateur qui vérifie le dégagement d'odeur en sortie. L'exploitant a indiqué qu'un kit de remplacement du charbon actif est disponible sur le site, en cas de besoin.</p> <p>Les deux autres sources potentielles d'odeur que sont le point d'extraction et la station de relevage des jus de fermentation ont aussi été vérifiées. Aucune odeur marquée de parfums n'a été constatée par l'inspection sur site.</p>
<p>Observation :</p> <p>Le bon fonctionnement pérenne de l'installation de traitement des odeurs au niveau des événements des bâches de jus lactiques devra être assuré par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rejets aqueux activité parfums

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-point 5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Tout rejet dans le milieu naturel est interdit. Tout rejet dans les égouts publics est préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces rejets avant de rejoindre le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats de la visite du 09/09/2024 :</u></p> <p>Il avait été demandé à l'exploitant de démanteler les deux pompes de relevage des deux fosses de 30 m³ et 150 m³ (eaux de lavage de l'activité parfums) garantissant ainsi l'absence de rejets en tout temps.</p> <p>Lors de la visite de 2025, l'inspection a constaté sur site l'absence des deux pompes de relevage observées lors de la visite de septembre 2024.</p> <p>L'exploitant a précisé par ailleurs qu'une action de vérification de l'étanchéité des deux fosses de collecte des eaux de parfum était à l'étude afin de prévenir tout risque de pollution notamment par infiltration dans le sol. Les justificatifs attestant de la réalisation de cette opération devront être mis à disposition de l'Inspection sur demande.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Aire de stockage déchets et produits de l'activité parfums

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-point 2.9 et point 5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 09/09/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM du 23/12/1998 - art. 2.9 de l'annexe I :</p> <p>Le sol [...] des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, [...] et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7 et au titre 7.</p> <p>AM du 23/12/1998 - art. 5.5 de l'annexe I :</p> <p>Tout rejet dans le milieu naturel est interdit.</p> <p>Tout rejet dans les égouts publics est préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces rejets avant de rejoindre le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats de la visite du 09/09/2024 :</u></p> <p>Lors de la visite de 09/09/2024, l'exploitant avait reconnu que la pollution constatée du Lathan ne pouvait venir que de son site. Il avait indiqué, après avoir recherché les causes potentielles de la pollution, qu'il avait identifié un scénario pouvant expliquer cette pollution : lessivage par l'eau de</p>

pluie d'une dalle béton située au nord-est du site (créée en 09/2023) sur laquelle sont stockés les bidons de parfum vides (mais contenant toujours un fond de produit), écrasés pour être moins volumineux (équipement mis en service en 05/2024) ; Selon l'exploitant, l'eau pluviale "parfumée" aurait rejoint ainsi le Lathan situé à proximité, soit en ruisselant sur le sol (car quasi inexistance de bordure autour de la dalle béton), soit à travers le sol (car présence d'un puisard au niveau de la dalle béton, connecté à des noues avec infiltration dans le sol).

Conformément au courrier de réponse de l'exploitant reçu le 15/11/2024, l'inspection a constaté lors de la visite de 2025 sur site que l'aire de compactage a bien été équipée d'un muret en béton garantissant le maintien des éventuelles égouttures ou déversements accidentels sur la dalle et non vers l'extérieur. L'exploitant a précisé que les eaux de cette aire sont collectées par un regard et envoyées vers la station d'épuration.

Les consignes d'utilisation et de sécurité de la presse à fûts sont affichées, tout comme les consignes à tenir en cas de déversement accidentel. De la terre de diatomée est à disposition à proximité de la presse. L'exploitant a expliqué que les éventuels produits dangereux se retrouvant dans le bac de rétention de la presse à fûts sont ensuite déversés dans les fosses de collecte des eaux de parfum (fosse de 30 m³ et 150 m³).

Les bidons métalliques compactés sont quant à eux mis en stock dans des bennes "bateau" (constat réalisé par l'inspection) avant d'être évacués par un prestataire agréé (selon l'exploitant). La caractérisation de ce déchet n'a pu être justifiée par l'exploitant lors de la visite mais une attestation d'enlèvement de déchet de "ferraille à cisailier" a été fournie après la visite. Il a aussi été précisé que les eaux potentiellement souillées en fond de benne "bateau" sont évacuées en même temps que les déchets par le prestataire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant se positionnera sur la nature du déchet (code déchet) des fûts métalliques compactés qui sont à considérer comme des déchets dangereux car souillés. Il devra le cas échéant les évacuer vers une filière adaptée.**

→ **L'exploitant transmettra la procédure de transfert des substances dangereuses présentes dans le bac de rétention de la presse à fût vers les fosses de l'atelier parfums. Cette procédure devra notamment décrire les actions mises en place pour réduire le risque de déversements accidentels et à mettre en place en cas de déversements accidentels.**

L'inspection précise que l'aire de stockage des déchets n'a pas vocation à recevoir des effluents dangereux pour l'environnement en lien avec la rubrique 4510, les eaux de cette plate-forme étant collectées et envoyées, selon l'exploitant, vers la station d'épuration (rejet d'effluents dangereux pour l'environnement non autorisé, selon l'article 5.5 de l'Annexe I de l'AM du 23/12/1998).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Cuvettes de rétention, Stockage de déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-points 2.10 + 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Point 2.10 de l'annexe I de l'AM du 23/12/1998 : [...] Toute stockage comprenant des substances ou préparations de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, doit être associée à une capacité de rétention [...] Point 7.2 de l'annexe I de l'AM du 23/12/1998 : Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs). [...]
Constats : L'inspection a constaté lors de la visite de 2025 qu'une vingtaine de GRV contenant des déchets de produits dangereux étaient stockés à l'extérieur des bâtiments, sans bac de rétention et sur aire non étanche. L'exploitant a expliqué que les containers avaient été sortis pour être évacués le jour même vers une filière ad hoc. Sur demande de l'inspection et devant cette non-conformité, l'exploitant a opéré immédiatement à la remise sur rétention du stock de produit dangereux et dans un endroit prévenant tout risques de pollution.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Art. 2
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article

<p>L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de 2025, l'exploitant a fourni à l'inspection un document qui ne contient pas l'ensemble des éléments attendus dans un registre de suivi des déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant transmettra un registre de suivi de ses déchets (dangereux et non-dangereux) conforme à la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>